

ETUDE ORIGINALE

La politique du salaire minimum : le rôle des partis politiques dans les pays de l'OCDE (1960–2014)

Dominic Durocher

École d'études politiques, Université d'Ottawa, Pavillon des Sciences sociales, 120 Université,
Université d'Ottawa, Ottawa, (Ontario), K1N6N5, Courriel: dduro064@uottawa.ca

Résumé

L'enjeu politique de la fixation du salaire minimum a été relativement peu étudié en science politique. Dans cet article, nous examinons le rôle des partis politiques de gauche sur la fixation du salaire minimum. Comme prédit par la théorie des ressources du pouvoir, les partis de gauche devraient encourager l'augmentation du salaire minimum. Nous postulons toutefois que cet effet diffère selon le niveau de corporatisme. Plus particulièrement, nous pensons que l'effet des partis politiques de gauche devrait être plus faible sous des niveaux de corporatisme élevés puisque les partenaires sociaux sont davantage consultés et que les gouvernements ont tendance à leur déléguer la régulation des salaires. Nos résultats confirment ces hypothèses. Ils indiquent que le salaire minimum tend à augmenter lorsque les gouvernements sont davantage à gauche idéologiquement et que cette relation est plus forte lorsque le degré de corporatisme est faible.

Abstract

The political issue of setting the minimum wage rate has been relatively little studied in political science. In this article, we analyze the influence of left-wing political parties on minimum wage rates. As predicted by power resource theory, the presence of left-wing parties in government should result in higher minimum wage rates. However, we postulate that the effect of left-wing parties is influenced by the degree of corporatism. More specifically, we find that the effect of left-wing parties is lower when corporatism is strong, because governments tend to consult social partners more and allow them to handle wage regulation. Our results confirm these hypotheses. They indicate that minimum wage rates tend to increase when governments are more left-wing and that this relation is stronger when corporatism is weak.

Mots-clés: salaire minimum; parti politique; corporatisme; redistribution

Keywords: minimum wage; political party; corporatism; redistribution

Amorcée en 2013 par une série de manifestations et de grèves, la campagne pour l'augmentation du salaire minimum à 15\$ aux États-Unis a entraîné un débat

politique animé entre le Parti démocrate et le Parti républicain (Luckerson, 2015 ; Wilson, 2017). La politisation du salaire minimum n'est cependant pas unique aux États-Unis. En Allemagne, l'adoption d'un salaire minimum constituait en 2013 une condition du parti social-démocrate pour participer à un gouvernement de coalition (Mabbett, 2016). Au Canada¹, en Corée du Sud (Min-ho, 2017), au Portugal (Bugge, 2017) et au Royaume-Uni (Rodionova, 2017), d'importantes augmentations du salaire minimum ont eu lieu ou ont été annoncées au cours des dernières années pour faire suite à des promesses électorales. Cette politisation n'est guère surprenante puisque l'enjeu du salaire minimum est lié à des débats plus généraux concernant la redistribution et la régulation de l'économie, qui sont utilisées pour distinguer la gauche de la droite (Budge, 2013).

À ce jour, peu d'études ont toutefois abordé le lien entre la politique partisane et le salaire minimum, la littérature scientifique sur le salaire minimum ayant principalement porté sur l'impact du salaire minimum sur l'emploi et sur la pauvreté (Card et Krueger, 1994 ; Card et Krueger, 1995 ; Dolado et coll., 1996 ; Leonard et coll., 2013 ; Neumark et coll., 2013). Pourtant, la littérature sur l'influence de la politique partisane sur le développement de l'État-providence abonde, notamment grâce à l'apport des travaux liés à la théorie des ressources du pouvoir. Cette dernière démontre que la force des partis de gauche, de même que leur capacité à former des alliances avec d'autres partis, contribue au développement d'États-providence qui redistribuent davantage (Stephens, 1979 ; Korpi, 1983 ; Esping-Andersen, 1985).

Quelques études américaines ont trouvé un lien entre l'affiliation partisane des législateurs (Kau et Rubin, 1978 ; Krehbiel et Rivers, 1988) et le vote en faveur d'une hausse du salaire minimum. Au Canada, trois études (Blais et coll., 1989 ; Dickson et Myatt, 2002 ; Green et Harrison, 2006) ont démontré que l'idéologie des gouvernements provinciaux influençait le niveau du salaire minimum. Toutefois, à notre connaissance, une seule étude quantitative porte sur l'influence de l'idéologie des gouvernements sur le salaire minimum dans un cadre international (Rueda, 2008). Elle confirme l'impact de l'idéologie des gouvernements sur la fluctuation du salaire minimum, mais seulement lorsque le degré de corporatisme est faible. En contrepartie, un fort degré de corporatisme n'inciterait pas les partis politiques à adopter ou à augmenter le salaire minimum. L'étude de Rueda (2008) ne se penche cependant que sur le cas de six pays qui disposent d'un salaire minimum. De plus, cette étude comparative inclut des pays sans salaire minimum national. La conclusion de l'étude, selon laquelle un degré de corporatisme élevé diminue l'effet partisan, est donc fortement influencée par le fait que plusieurs de ces pays très corporatistes n'ont aucune variation de leur salaire minimum, peu importe le parti au pouvoir.

Dans cet article, nous examinons l'impact de l'idéologie des gouvernements sur la variation du salaire minimum dans 17 pays entre 1960 et 2014. L'utilisation de données panels permet de mesurer l'impact de l'idéologie du parti au pouvoir sur l'évolution du salaire minimum dans chaque pays dans le temps et de prendre en compte différents facteurs institutionnels. Conformément à la théorie des ressources du pouvoir, nous faisons l'hypothèse que le salaire minimum devrait augmenter davantage lorsque le gouvernement est formé de partis politiques se présentant comme de gauche, puisque ces partis ont tendance à promouvoir une plus grande

redistribution et une plus grande régulation du marché du travail. Comme indiqué par Rueda (2008), le degré de corporatisme devrait cependant limiter l'impact de l'idéologie des partis politiques sur l'évolution du salaire minimum, puisque les négociations corporatistes permettent de fixer des revenus planchers qui limitent le travail faiblement rémunéré. Nos données confirment que le salaire minimum tend à augmenter lorsque l'idéologie des gouvernements tend vers la gauche et à diminuer lorsque l'idéologie des gouvernements tend vers la droite. De plus, nos données démontrent que la relation entre l'idéologie des gouvernements et l'évolution du salaire minimum n'est pas significative lorsque le corporatisme est fort.

L'État-providence et la théorie des ressources du pouvoir

Les théories qui utilisent l'idéologie des partis politiques pour expliquer la variation dans les politiques publiques postulent que les partis politiques proposent des politiques publiques qui correspondent aux intérêts et aux préférences de leur électorat (Hibbs, 1992 ; Schmidt, 1996). Dans l'étude des politiques sociales et de l'État-providence, cette hypothèse a principalement été défendue par les tenants de la théorie des ressources du pouvoir (Stephens, 1979 ; Korpi, 1983 ; Esping-Andersen, 1985). Cette théorie explique les différences dans l'expansion des États-providences et dans l'étendue de la régulation des marchés du travail entre les pays industrialisés par le degré de mobilisation et d'organisation de la classe ouvrière, de même que par sa capacité à former des coalitions avec d'autres groupes. L'organisation de la classe ouvrière permet de modifier le rapport de force avec les organisations qui défendent les employeurs et les classes sociales plus aisées comme les partis de droite et les entreprises privées. Le degré de syndicalisation et la fréquence des gouvernements sociaux-démocrates permettraient ainsi d'expliquer le degré de démarchandisation des États-providences, c'est-à-dire le degré d'indépendance des travailleurs par rapport au marché en cas de chômage, d'invalidité ou de vieillesse (Esping-Andersen, 1990).

Selon plusieurs chercheurs, les transformations économiques des trente dernières années ont par contre réduit l'influence de l'idéologie des gouvernements sur le développement de l'État-providence (Huber et Stephens, 2001 ; Swank, 2002). Selon Paul Pierson (2001), l'augmentation du chômage, l'augmentation du nombre de travailleurs dans les services et les plus faibles niveaux de croissance économique depuis les années quatre-vingt ont limité la capacité des partis de gauche à étendre la couverture des programmes sociaux, tandis que la popularité de ces programmes auprès de la population a diminué la capacité des partis de droite de couper dans les programmes sociaux. De plus, la transition d'une société industrielle à une société postindustrielle a transformé le rapport entre les partis politiques et leur électorat, les nouvelles classes moyennes composées de professionnels des milieux socioculturels étant de plus en plus portées vers les partis de gauche, alors que le vote des travailleurs manufacturiers leur est de moins en moins acquis. En effet, le lien entre les classes sociales et le vote s'est considérablement affaibli avec le temps, remettant ainsi en question les prémisses de la théorie des ressources du pouvoir (Häusermann et coll., 2013). La littérature récente sur la partisanerie et l'État-providence indique que l'effet des partis politiques de gauche a en effet diminué depuis la période d'après-guerre, mais que ces partis politiques ont encore une

influence significative sur le développement des politiques sociales (Schmidt 2010 ; Swank 2013 ; Bandau 2017).

Selon la littérature, l'effet des partis politiques varie aussi en fonction des politiques publiques analysées. La littérature sur l'État-providence distingue les programmes sociaux, qui protègent des risques sociaux liés aux cycles de vie comme les soins de santé et les pensions de vieillesse, des programmes qui protègent des risques sociaux associés au marché du travail comme l'assurance-chômage (Esping-Andersen, 1999). Selon Jensen (2012), l'effet de l'idéologie des partis politiques sur les programmes liés aux cycles de la vie est faible, puisque la majorité des électeurs sont exposés à ce type de risque social. À l'opposé, l'effet des partis politiques est significatif pour les programmes liés au marché du travail, puisque les électeurs des partis de gauche sont plus exposés à ces risques et en faveur d'une plus grande redistribution. L'hypothèse que les partis de gauche ont un effet significatif sur les politiques liées au marché du travail a cependant seulement été démontrée avec le programme d'assurance-chômage (Jensen, 2012 ; Bandau, 2017).

L'idéologie des gouvernements et le salaire minimum

Nous croyons que le salaire minimum représente également une politique sur laquelle les partis politiques pourraient avoir une influence significative. Tout d'abord, la théorie des ressources du pouvoir postule que les partis de gauche cherchent à renforcer le pouvoir de négociation des travailleurs par rapport aux employeurs (Korpi, 1983 ; Esping-Andersen, 1985). Le salaire minimum permet ainsi aux partis de gauche de limiter la capacité des employeurs d'imposer de bas salaires lorsque les syndicats sont faibles (Meyer, 2016). De plus, les bas salaires constituent un risque social associé au marché du travail et la mobilité sociale des travailleurs faiblement rémunérés est faible (Schnabel, 2016). Selon la théorie de Jensen (2012), ce type de programme devrait davantage opposer les partis de droite et de gauche, puisque l'électorat de droite est moins exposé à ce type de risque social. L'idéologie des partis de gauche, ainsi que leur base électorale, devraient inciter les partis de gauche à proposer des augmentations du salaire minimum plus importantes que les partis de droite.

Au niveau empirique, de récentes études qualitatives portant sur les cas du Royaume-Uni et de l'Allemagne ont démontré que la présence de partis de gauche au gouvernement avait eu une influence sur l'adoption d'un salaire minimum national dans ces pays (Mabbett, 2016 ; Meyer, 2016 ; Wilson 2017). Les études quantitatives portant sur les déterminants politiques de l'évolution du salaire minimum ont également identifié un lien entre l'idéologie et l'augmentation du salaire minimum. Aux États-Unis, par exemple, les législateurs démocrates votent en plus grand nombre pour l'augmentation du salaire minimum que les législateurs républicains (Kau et Rubin, 1978 ; Krehbiel et Rivers, 1988). De plus, le salaire minimum augmente davantage lorsque le président et le Congrès sont démocrates (Bartels, 2008) ou que l'idéologie dominante de l'État est libérale (Waltman et Pittman, 2002). Au Canada, les gouvernements conservateurs provinciaux sont associés à des augmentations moins importantes du salaire minimum (Blais et coll., 1989 ; Dickson et Myatt, 2002 ; Green et Harrison, 2006). Finalement, une étude quantitative comparée a identifié une relation entre les gouvernements de gauche et l'augmentation du salaire minimum dans les pays où le

degré de corporatisme est faible (Rueda, 2008). Ces résultats nous amènent donc à proposer l'hypothèse suivante:

Hypothèse 1 : Les gouvernements idéologiquement plus à gauche augmentent davantage le salaire minimum que les gouvernements idéologiquement plus à droite.

Le rôle des partis politiques dans le développement des politiques sociales, et ainsi du salaire minimum, devrait par contre varier d'un pays à l'autre en fonction des caractéristiques institutionnelles. Plus particulièrement, nous croyons que le corporatisme devrait conditionner de façon importante l'effet des partis de gauche sur l'augmentation du salaire minimum. Dans les pays où le corporatisme est fort², les associations d'entreprises et les syndicats sont en effet généralement impliqués dans l'élaboration des politiques publiques qui concernent le marché de l'emploi. Selon David Rueda (2008), lorsque le corporatisme est fort, les partis de gauche auront tendance à se fier aux syndicats et au processus de négociation collective pour réduire les inégalités au bas de la distribution des salaires entre travailleurs. Par exemple, les partis de gauche tendent à avoir un impact sur les inégalités seulement dans les économies de marché libérales (Rueda et Pontusson, 2000) ou dans les pays où le processus de négociation collective est décentralisé (Rueda, Pontusson et Way, 2002).

Le salaire minimum devrait être particulièrement influencé par le corporatisme, puisque la négociation est centralisée entre partenaires sociaux. Le corporatisme permet dans plusieurs pays d'établir des revenus planchers sans avoir recours à l'intervention directe des gouvernements (Meyer, 2016). Les syndicats, lorsqu'ils sont forts et couvrent une portion significative de la population, préfèrent ainsi éviter l'intervention directe des gouvernements dans la fixation des salaires. Ils souhaitent maintenir leur rôle dans la fixation des salaires, puisqu'un salaire minimum décidé par le gouvernement pourrait décourager les salariés faiblement rémunérés de rejoindre un syndicat pour négocier leurs conditions de travail (Meyer, 2016). À l'opposé, lorsqu'ils sont faibles et couvrent une faible part des travailleurs faiblement rémunérés, les syndicats sont favorables à l'intervention du gouvernement afin de limiter la concurrence des travailleurs faiblement rémunérés.

De plus, les procédures utilisées pour modifier le salaire minimum varient en fonction du degré de corporatisme. Ainsi dans plusieurs pays où le degré de corporatisme est élevé, les gouvernements consultent les partenaires sociaux avant d'établir le salaire minimum. À l'opposé, dans plusieurs pays avec un faible degré de corporatisme, le gouvernement tend plutôt à modifier le salaire minimum sans consultation formelle (voir le tableau 2 à l'annexe 1). Les gouvernements qui n'ont pas à négocier avec les partenaires sociaux et à respecter des règles fixes devraient donc avoir une plus grande marge de manœuvre pour fixer le salaire minimum en fonction de leur idéologie.

L'effet du degré de corporatisme devrait surtout se situer au niveau transversal puisque le degré de corporatisme varie davantage entre les pays que dans le temps dans un même pays. Ainsi nous proposons l'effet d'interaction suivant quant à l'effet de l'idéologie des gouvernements et du degré de corporatisme sur le salaire minimum :

Hypothèse 2 : L'effet des gouvernements idéologiquement plus à gauche sur le salaire minimum est positif lorsque le degré de corporatisme est faible et nul lorsque le degré de corporatisme est fort.

Les deux hypothèses retenues sont similaires à celles testées par Rueda (2008). La contribution de cette analyse est donc principalement empirique. L'étude de Rueda est composée de 6 pays avec un salaire minimum et de 9 pays sans salaire minimum entre les années 1970 et 1990. Selon Rueda, les résultats de l'étude démontrent une relation entre les gouvernements de gauche et l'augmentation du salaire minimum, mais seulement dans les pays où le degré de corporatisme est faible. Selon nous, les résultats de Rueda ne permettent toutefois pas de conclure que le corporatisme limite l'influence de l'idéologie des gouvernements sur le salaire minimum et particulièrement sur l'augmentation du salaire minimum. Une limite importante de l'analyse de Rueda est que plusieurs des pays qui ont un degré de corporatisme élevé n'ont pas de salaire minimum en vigueur. Il n'est donc pas possible de mesurer l'effet des partis de gauche sur le salaire minimum dans ces pays corporatistes n'ayant au préalable pas de salaire minimum. Ainsi, afin de vérifier si le corporatisme conditionne l'effet de l'idéologie des gouvernements sur le salaire minimum, il est nécessaire d'étudier des pays ayant adopté le salaire minimum et présentant des degrés de corporatisme différents. Il existe pourtant plusieurs pays qui ont à la fois un salaire minimum fixé par le gouvernement et un degré de corporatisme élevé qui facilite la régulation du marché de l'emploi par les accords entre partenaires sociaux. Par conséquent, notre étude propose un test empirique plus exhaustif en intégrant 17 pays qui ont un salaire minimum et qui ont des degrés de corporatisme divers sur la période 1960–2014. Cette augmentation du nombre de pays est tout d'abord due à l'intégration de pays d'Europe du Sud et d'Europe de l'Est qui se sont démocratisés dans les cinquante dernières années. De plus, plusieurs pays qui n'avaient pas de salaire minimum national durant la période de l'étude de Rueda ont aujourd'hui un salaire minimum, comme l'Australie, l'Irlande et le Royaume-Uni.

Méthode

Données et variables

L'OCDE publie différentes données sur le salaire minimum de ses pays membres. L'indicateur le plus pertinent pour une étude comparative est le ratio du salaire minimum sur le salaire médian des travailleurs à temps plein. La plupart des études sur le salaire minimum utilisent le ratio du salaire minimum sur le salaire moyen afin de contrôler pour la croissance des salaires dans le temps (Blais, 1989 ; Myatt et Dickson, 2002 ; Rueda, 2008). L'OCDE recommande toutefois d'utiliser le ratio par rapport au salaire médian puisqu'il reflète davantage le niveau de salaire des travailleurs au milieu de la distribution des revenus (OCDE, 2017)³.

L'analyse inclut les pays suivants : Australie (1997–2014), Belgique (1975–2013), Espagne (1979–2013), États-Unis (1960–2014), France (1960–2013), Grèce (1976–2013), Hongrie (1994–2013), Irlande (2000–2014), Japon (1975–2014), Luxembourg (1971–2012), Nouvelle-Zélande (1969–2014), Pays-Bas (1964–2013), Pologne (1991–2012), Portugal (1982–2012), République Tchèque (1993–2013),

Royaume-Uni (1999–2014) et Slovaquie (1994–2013)⁴. Le fait d'utiliser des données récentes nous permet d'intégrer un plus grand nombre de pays. Toutefois, l'étendue des années disponibles avec la base de données de l'OCDE varie de manière importante entre les pays. Certains pays ont des données disponibles depuis le début des années soixante. D'autres pays ont des données seulement à partir du milieu des années 1990. Par conséquent, nous avons effectué un test de robustesse qui démontre que les résultats sont similaires lorsque l'on sélectionne uniquement les pays qui ont des données depuis les années 1960–1970 (voir le tableau 4 à l'annexe 3).

Les études qui ont examiné l'impact de la composition des gouvernements sur le développement de l'État-providence utilisent généralement la proportion de partis de gauche au cabinet mesurée par année ou grâce à une moyenne cumulative (Esping-Andersen, 1990 ; Huber et Stephens, 2001 ; Korpi et Palme, 2003 ; Allan et Scruggs, 2004). En codifiant uniquement les partis de gauche, cet indicateur ne prend pas en compte la grande variation dans l'idéologie des partis politiques qui ne s'identifient pas à la gauche. À titre d'exemple, les partis chrétiens-démocrates favorables à l'État-providence sont comptabilisés de la même manière qu'un parti conservateur qui souhaite réduire la taille de l'État (Döring et Schwander, 2015). De plus, cet indicateur postule que les intérêts et positions des partis de gauche sont similaires à la fois entre les pays et dans le temps.

Une mesure qui prend à la fois en compte le changement de positions des partis politiques dans le temps et entre les pays représenterait une mesure plus adéquate de l'idéologie des gouvernements. Le « Comparative Manifesto Database » produit un tel indicateur de la position de chaque parti politique sur une échelle gauche-droite à partir d'une étude des programmes électoraux des partis à chaque élection. L'indicateur se situe entre -100, indiquant un parti très à gauche, et 100, indiquant un parti très à droite (Budge, 2013). Cet indicateur est basé sur la quantification des thématiques liées à la division gauche-droite incluses dans les plates-formes électorales⁵. Cet indicateur mesure donc les orientations générales que les partis politiques présentent à l'électorat. Ainsi un parti qui mentionne à plusieurs reprises être en faveur de réglementations économiques ou d'étendre les programmes sociaux sera considéré comme à gauche et aura un indicateur avec une valeur négative⁶.

La position de chaque gouvernement est mesurée en regroupant les scores des différents partis en fonction de la proportion des sièges que chaque parti occupe au cabinet (Seki et Williams, 2014). Les données sont issues de la base de données « Seki-Williams Annual Government Partisanship » qui combine les données du *Comparative Manifesto Project* pour créer un indicateur de l'idéologie des gouvernements (Seki et Williams, 2014). Afin de confirmer l'hypothèse 1, l'effet de l'idéologie du gouvernement sur le salaire minimum devrait être négatif, ce qui indiquerait que les gouvernements de gauche (valeurs négatives) sont associés à une augmentation du salaire minimum.

Le degré de corporatisme est mesuré à l'aide d'un indicateur de coordination dans la fixation des salaires de la base de données « Institutional Characteristics of Trade Unions, Wage Setting, State Intervention and Social Pacts » (Visser, 2016). Cet indicateur est une variable ordinale qui comprend 5 valeurs (1, 2, 3, 4, 5). Les valeurs 1, 2 et 3 désignent un système de négociation collective faiblement coordonnée principalement entre les firmes ou les secteurs d'activité avec au maximum des lignes

directrices pour la négociation au niveau national, tandis que les valeurs 4 et 5 désignent un système de négociation collective qui mène à l'imposition des standards nationaux⁷. Comme il existe peu de cas dans chaque catégorie, nous avons créé une variable dichotomique. Un degré de corporatisme faible regroupe les degrés 1, 2 et 3 de la mesure de coordination dans la fixation des salaires, tandis qu'un degré de corporatisme fort représente les degrés 4 et 5⁸. Différentes mesures existent pour mesurer le degré du corporatisme. Elles mettent l'accent sur l'organisation des partenaires sociaux, la participation de ces groupes au processus de décision ou le degré de consensus (Kenworthy, 2003). Malheureusement, les bases de données qui combinent différentes variables pour composer un indice de corporatisme ont un nombre de pays ou d'années souvent limité. L'index de coordination dans la fixation des salaires a l'avantage d'être disponible pour un grand nombre d'années et de pays. De plus, elle analyse la coordination entre partenaires sociaux plutôt que la structure des regroupements de syndicats et d'entreprises séparément. Nous utiliserons cet indicateur dans le deuxième modèle dans un effet d'interaction avec l'idéologie gouvernementale. L'effet du degré de corporatisme devrait surtout se situer au niveau transversal.⁹ Plus précisément, nous anticipons que les partis de gauche ont un plus grand impact sur l'évolution du salaire minimum dans les pays avec un faible degré de corporatisme que dans les pays avec un degré élevé de corporatisme.

Variables de contrôles

Les syndicats ont intérêt à maintenir un revenu minimum plancher élevé afin de limiter la compétition des travailleurs faiblement rémunérés et non syndiqués (Rueda, 2008 ; Meyer, 2016). La force des syndicats devrait donc avoir une relation positive avec la variation du salaire minimum. De plus, comme les syndicats sont à la fois liés aux partis de gauche et au corporatisme, il importe de distinguer la force des syndicats des deux variables principales de cette étude. La force des syndicats est généralement mesurée à l'aide de la densité syndicale, c'est-à-dire le pourcentage de travailleurs membres d'un syndicat dans un pays. Nous avons obtenu les données sur la densité syndicale grâce à la base de données de « Institutional Characteristics of Trade Unions, Wage Setting, State Intervention and Social Pacts » (Visser, 2016).

La majorité des discussions et des débats autour du salaire minimum portent sur l'effet du salaire minimum sur l'emploi. Une variable contrôle pour le taux de chômage a donc été incluse dans le modèle afin de vérifier s'il influence l'effet de l'idéologie des gouvernements sur le salaire minimum. En période de chômage élevé, les gouvernements, peu importe leur allégeance idéologique, pourraient être plus réticents à augmenter le salaire minimum compte tenu des risques potentiels sur l'emploi évoqués par plusieurs économistes (Blais et coll., 1989). Le taux de chômage est mesuré en pourcentage de la force de travail et est issu de la base de données de l'« Annual macro-economic database of the European Commission » (AMECO, 2017).

Modèle

Les données retenues pour l'analyse correspondent à des données de type *Time-Series-Cross-Section* (TSCS), puisqu'elles ont une dimension transversale avec un

nombre de pays relativement petit ($N = 17$) et une dimension longitudinale où nous avons plusieurs observations par pays dans le temps (1960–2014), pour un total de 171 observations. La plupart des travaux sur l'effet des partis politiques utilisent des données pour chaque année-pays. L'utilisation de ce type de données peut cependant biaiser les résultats et réduire artificiellement l'effet des partis politiques, puisque l'idéologie des gouvernements ne change pas chaque année (Schmitt, 2016). Nous calculons donc l'effet de l'idéologie des gouvernements sur la variation du salaire minimum entre le début et la fin d'un mandat gouvernemental¹⁰. Notre hypothèse, basée sur l'effet de l'idéologie des gouvernements sur le salaire minimum, est davantage compatible avec une analyse de la dimension longitudinale de l'effet de l'idéologie des gouvernements, puisque c'est l'idéologie des gouvernements qui devrait influencer la variation du salaire minimum dans le temps à l'intérieur de chaque pays.

Par conséquent, nous utilisons un modèle de régression des moindres carrés ordinaires avec des effets fixes au niveau des pays, ce qui permet de mesurer l'effet moyen de l'idéologie des gouvernements intra-pays (*within-effect*). De plus, les effets fixes au niveau des pays nous permettent de contrôler pour des variables omises du modèle au niveau du pays¹¹.

Différents tests de diagnostics nous ont indiqué la présence d'hétéroscédasticité interpanel et d'autocorrélation intrapanel¹². L'utilisation d'erreurs types robustes ajustées par cluster (Cluster-robust standard errors) entraînerait toutefois un biais compte tenu du faible nombre de « clusters ». Nous utilisons donc un modèle de régression linéaire avec des erreurs types robustes corrigées pour de petits échantillons développé par Pustejovsky et Tipton (2016).

Afin de tester les deux hypothèses, nous utiliserons deux modèles. Le premier modèle permettra de mesurer l'effet de l'idéologie des gouvernements. Le deuxième modèle permettra, quant à lui, de mesurer l'effet du corporatisme sur l'influence de l'idéologie des gouvernements sur le salaire minimum grâce à l'utilisation d'un effet d'interaction entre le degré de corporatisme et l'idéologie des gouvernements. Ainsi nous pourrons déterminer si les partis politiques ont une influence sur la variation du salaire minimum dans les pays où le degré de corporatisme est fort.

Résultats

Dans la première colonne du [tableau 1](#), nous présentons les résultats du premier modèle, qui analyse l'effet de l'idéologie des gouvernements sur la variation du salaire minimum. L'hypothèse 1 postule que les gouvernements idéologiquement plus à gauche augmentent davantage le salaire minimum. Les résultats du [tableau 1](#) indiquent que le coefficient pour la variation de l'idéologie des gouvernements est négatif et statistiquement significatif avec un intervalle de confiance à 95%. Ainsi, un gouvernement plus à gauche avec une idéologie de 10 points sur l'échelle de l'idéologie des gouvernements (-100 à 100) est associé à une augmentation de 0,8 du ratio du salaire minimum par rapport au salaire médian durant le mandat¹³.

L'effet du niveau de corporatisme

La deuxième hypothèse postule que l'effet de l'idéologie des gouvernements sur la variation du salaire minimum est positif lorsque le degré de corporatisme est faible,

Tableau 1 : L'influence des partis politiques sur le salaire minimum

	(1) Modèle 1	(2) Modèle 2
Valeur du salaire minimum	-0.42 (0.13)***	-0.45 (0.11)***
Ideologie des gouvernements	-0.08 (0.03)**	
Taux de chômage	-0.02 (0.18)	0.02 (0.17)
Taux de syndicalisation	-0.01 (0.05)	-0.01 (0.04)
Corporatisme faible x ideologie		-0.12 (0.03)***
Corporatisme fort x ideologie		0.01 (0.02)
Corporatisme fort		1.19 (1.07)
Observations	171	171
R ²	0.281	0.307

Erreurs types entre parenthèses. *p < 0.10, **p < 0.05, ***p < 0.01.

mais nul lorsque le degré de corporatisme est fort. Les résultats à la colonne 2 du [tableau 1](#) confirment cette hypothèse. Comme prédit, l'effet de l'idéologie des gouvernements sur l'évolution du salaire minimum est négatif et statistiquement significatif lorsque le niveau de corporatisme est faible (voir le coefficient de *corporatisme faible X idéologie*, -0,12). Toutefois, lorsque le niveau de corporatisme est fort, l'effet de l'idéologie n'est pas statistiquement différent de zéro (voir coefficient de *corporatisme fort X idéologie des gouvernements*, 0.01). De plus, un test de Wald démontre que la différence des effets de *corporatisme faible X idéologie* et de *corporatisme fort X idéologie* est statistiquement significative¹⁴.

Discussion

Le rôle des partis politiques de gauche est central aux recherches sur l'État-providence et le développement des programmes sociaux. Alors que les études se sont concentrées sur l'évolution des pensions de vieillesse et de l'assurance-chômage, peu d'études ont examiné le salaire minimum. En se basant sur la théorie des ressources de pouvoir et l'argument de Rueda quant au rôle du corporatisme sur l'impact des partis politiques dans le développement des politiques sociales, nous avons émis l'hypothèse que les gouvernements idéologiquement plus à gauche sont associés à des augmentations plus importantes du salaire minimum et que le degré corporatisme diminue l'impact de l'idéologie des gouvernements sur l'évolution du salaire minimum.

En utilisant les données de l'OCDE et du « Comparative Manifesto Project » pour 17 pays entre 1960 et 2014, nos analyses confirment principalement le rôle des partis de gauche sur l'évolution du salaire minimum. Ainsi, si des partis politiques qui promettent davantage de régulation économique et une expansion de l'État-providence font partie du gouvernement, le salaire minimum aura davantage tendance à augmenter. À l'opposé, si des partis politiques de droite qui promettent une réduction des dépenses et une libéralisation du marché de l'emploi sont élus, le salaire minimum aura tendance à diminuer par rapport au salaire médian durant le mandat de ce gouvernement. Les résultats sont donc conformes aux attentes de la théorie des ressources du pouvoir, qui postule que les partis de gauche ont un effet sur l'évolution des programmes sociaux et particulièrement sur les programmes qui

renforcent le pouvoir de négociation des travailleurs. Cette théorie est toutefois seulement valide pour expliquer l'évolution du salaire minimum lorsque le niveau de corporatisme est faible. Cette relation vient aussi supporter la théorie de Jensen (2012) que la présence de partis de gauche au gouvernement a un impact significatif sur les programmes sociaux liés au marché du travail. Les politiques liées au marché du travail comme le salaire minimum et l'assurance-chômage redistribuent davantage la richesse entre différentes catégories de travailleurs. Selon cette théorie les partis de gauche ont donc principalement une influence sur les politiques de redistribution verticales.

La majorité des données utilisées dans cette analyse sont relativement récentes, 84% datant d'après 1980 et 66% d'après 1990. L'effet des partis politiques sur le salaire minimum est donc demeuré significatif, et ce, malgré le constat fait par de nombreux chercheurs que la marge de manœuvre des partis politiques a diminué à la suite des transformations économiques des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix (Huber et Stephens, 2001 ; Pierson, 2001 ; Swank, 2002) et que l'électorat des partis politiques a changé radicalement en raison de la transition vers une société postindustrielle (Häusermann et coll., 2013). Selon Shaun Wilson, ce sont ces transformations économiques qui ont contribué à politiser le salaire minimum ces dernières années. Les augmentations récentes du salaire minimum dans certains pays, comme la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, découleraient ainsi d'une volonté d'aider les travailleurs à faible revenu à la suite des réformes néolibérales qui ont affaibli les syndicats et réduit les dépenses sociales. Les stratégies de prédistribution comme l'augmentation du salaire minimum seraient particulièrement avantageuses pour les partis de gauche puisqu'ils permettent de satisfaire leur électorat sans augmenter les dépenses sociales et les taxes. Une meilleure compréhension du comportement électoral des travailleurs faiblement rémunérés est toutefois nécessaire afin de déterminer si l'effet des partis de gauche sur le salaire minimum découle d'une volonté de mobiliser un électorat qui leur est favorable.

Finalement, nos résultats confirment également le rôle du corporatisme sur la relation entre l'idéologie des gouvernements et l'évolution du salaire minimum. La relation statistique entre l'idéologie des gouvernements et l'évolution du salaire minimum n'est en effet pas significative lorsque le niveau de corporatisme est élevé. La théorie avancée par David Rueda (2008) est que les gouvernements s'intéressent peu au salaire minimum lorsque le corporatisme est élevé, puisque les partenaires sociaux sont capables de fixer des revenus planchers. Historiquement, dans les pays qui disposent d'un salaire minimum national et ont un processus de négociation salariale relativement centralisé, le salaire minimum national avait tendance à être plus élevé que dans les pays où le processus de négociation collective est décentralisé et couvre une faible proportion des travailleurs (Grimshaw, 2013 : 52–53). Ces dernières années, toutefois, les pays où la coordination entre les entreprises et les syndicats est relativement forte sont les seuls pays de l'OCDE à avoir connu une baisse importante du salaire minimum (Grimshaw, 2013 : 76). Ainsi, aux Pays-Bas, le salaire minimum a diminué significativement passant de l'équivalent de 68% du revenu médian en 1967 à 45% en 2016. De plus, cette baisse du salaire minimum a été accompagnée d'un déclin des salaires minimums planchers au niveau sectoriel (de Beer, Been et Salverda, 2017). Pour le moment, la

littérature sur le salaire minimum n'a pas développé de théorie permettant d'expliquer la variation du salaire minimum dans les pays avec un fort degré de corporatisme. Des études de cas permettraient de mieux comprendre les interactions politiques entre les gouvernements et partenaires sociaux qui ont mené au déclin du salaire minimum dans plusieurs pays avec un fort degré de corporatisme.

Notes

1 Il n'y a pas de salaire minimum national au Canada, mais le gouvernement de l'Alberta a annoncé une augmentation du salaire minimum à 15\$ l'heure en 2015, suivi de la Colombie-Britannique et de l'Ontario en 2017 (Stewart, 2017).

2 Le corporatisme est une forme de gouvernance où le gouvernement, les syndicats et les associations d'entreprises négocient pour réguler le marché de l'emploi (Molina et Rhodes, 2002).

3 Une baisse ou une hausse du salaire médian peut toutefois contribuer à hausser ou diminuer le ratio du salaire minimum même s'il n'y a pas de changement dans le montant du salaire minimum fixé par le gouvernement. Par conséquent, nous avons testé un modèle avec la valeur réelle du salaire minimum ajustée pour le taux de change. Les tableaux de régression, disponibles à l'annexe 3, démontrent que les résultats sont similaires au modèle de base.

4 Nous avons exclu de l'analyse les pays qui n'ont pas de salaire minimum, comme l'Allemagne (avant 2013), l'Autriche, le Danemark, la Finlande, l'Islande, l'Italie, la Norvège, la Suède et la Suisse (Meyer, 2016). Nous avons également exclu de l'analyse le Canada. Ce dernier n'a pas de salaire minimum national, mais différents salaires minimums provinciaux.

5 L'indicateur est formé en mesurant le nombre de quasi-phrases associées aux thèmes considérés comme de droite moins le nombre de quasi-phrases associées aux thèmes de gauche divisé par le nombre total de quasi-phrases associées à un thème. Les thèmes associés à la gauche sont : market regulation, welfare state expansion, education expansion, labour groups (positive), economic planning, protectionism (positive), controlled economy, nationalisation, anti-imperialism, peace (positive), military (negative), internationalism (positive), democracy. Les thèmes associés à la droite sont : free-market economy, welfare state limitation, economic incentives, economic orthodoxy, protectionism (negative), military (positive), freedom and human rights, constitutionalism (positive), political authority, national way of life (positive), traditional morality (positive), law and order, civic-mindedness (positive) (Budge, 2013).

6 Au tableau 3 de l'annexe 2, les moyennes des indicateurs pour les gouvernements composés de partis de droite et de partis de gauche ont été calculées pour chaque pays. Il existe une différence importante des valeurs de l'indicateur de l'idéologie entre les gouvernements de droite et de gauche dans tous les pays où il y a alternance.

7 1) Fragmented wage bargaining, confined largely to individual firms or plants. 2) Mixed industry and firm-level bargaining, weak government coordination through minimum wage setting or wage indexation. 3) Negotiation guidelines based on centralized bargaining. 4) Wage norms based on centralized bargaining by peak associations with or without government involvement. 5) Maximum or minimum wage rates/increases based on centralized bargaining.

8 Un modèle avec un degré de corporatisme fort qui regroupe les valeurs 3, 4 et 5 a aussi été testé, voir annexe 3.

9 Dans la mesure où le degré de corporatisme change peu dans un pays donné, il est peu susceptible d'avoir un impact sur l'évolution du salaire minimum dans ce même pays.

10 Un modèle par année a aussi été testé et est disponible au tableau 4 de l'annexe 3. Les résultats sont très similaires au modèle mesuré par mandat.

11 Le test de Hausman nous permet de confirmer que l'utilisation des effets fixes est appropriée pour notre modèle, puisque l'utilisation des effets aléatoires entraînerait un biais au niveau des estimateurs.

12 Le «modified Wald statistic for groupwise heteroskedasticity» et le «Woolridge test for autocorrelation in panel data» ont été utilisés pour tester ces deux postulats. Suivant les recommandations de De Boef and Keele (2008), un test F ainsi que l'*Aikake information criterion* (AIC) nous indiquent que nous devons seulement inclure la valeur du salaire minimum au début du mandat, une variable lag de l'idéologie des gouvernements n'étant pas nécessaire. L'utilisation de la méthode des moindres carrées avec des effets

fixes et d'un modèle dynamique peut biaiser les coefficients, le biais devrait être toutefois négligeable puisque le nombre de périodes dans le temps est plus grand que 20 (Beck et Katz 2011).

13 L'idéologie moyenne des gouvernements composés en majorité de partis de gauche ou équilibrés entre la gauche et la droite est de -13 (voir tableau 3 à l'annexe 2).

14 À noter que les résultats sont similaires lorsque *corporatisme fort* est défini par les valeurs 3, 4 et 5 de l'indicateur de coordination dans la fixation des salaires plutôt que par les valeurs 4 et 5. Les résultats sont disponibles au tableau 4 de l'annexe 3.

15 Voir la variable corporatisme dans la section Données et variables. Le degré de corporatisme le plus fréquent pour chaque pays a été retenu.

Bibliographie

- Allan, James P. et Lyle Scruggs. 2004. «Political Partisanship and Welfare State Reform in Advanced Industrial Societies». *American Journal of Political Science* 48: 496–512.
- Annual macro-economic database of the European Commission (AMECO). 2017. Unemployment rate total. <http://ec.europa.eu/economy_finance/ameco/user/serie/ResultSerie.cfm> (consulté le 13 mars 2017).
- Armingeon, Klaus, Virginia Wenger, Fiona Wiedemeier, Christian Isler, Laura Knöpfel, David Weisstanner et Sarah Engler. 2017. *Comparative Political Data Set 1960–2015*. Bern: Institute of Political Science, University of Berne.
- Bandau, Frank. 2017. «The Impact of Partisanship in the Era of Retrenchment. Insights from Quantitative Welfare State Research». *SSRN electronic journal*.
- Bartels, Larry. 2008. *Unequal Democracy The Policial Economy of the New Gilded Age*. Princeton: Princeton University Press.
- Beck, Nathaniel et Jonathan Katz. 2011. «Modeling Dynamics in Time-Series Cross-Section Political Economy Data». *Annual Review of Political Science* 14: 331–352.
- Blais, André, Jean-Michel Cousineau, et Kenneth McRoberts. 1989. «The Determinants of Minimum Wage Rates». *Public Choice* 62: 15–24.
- Budge, Ian. 2013. «The Standard Left-Right scale». *The Manifesto project*. <https://manifestoproject.wzb.eu/download/papers/budge_right-left-scale.pdf> (consulté le 5 mars 2017).
- Bugge, Axel. 2017. «As Europe left struggles, Portugal's alliance wins over voters and Brussels». Reuters. <<http://www.reuters.com/article/us-portugal-politics-idUSKBN1721LF>> (consulté le 15 juin 2017).
- Card, David, et Alan Krueger. 1994. «Minimum Wages and Employment: A Case Study of the FastFood Industry in New Jersey and Pennsylvania ». *American Economic Review* 84: 772–793.
- Card, David et Alan Krueger. 1995. *Myths and measurement: the new economics of the minimum wage*. Princeton: Princeton University Press.
- Corluy, Vincent et Frank Vandenbroucke. 2014. «Individual Employment, Household Employment, and Risk of Poverty in the European Union: A Decomposit Analysis». Dans *Reconciling Work and Poverty Reduction*, dir. Bea Cantillon et Frank Vandenbroucke. Oxford: Oxford University Press.
- De Beer, P.T., Been, W., Salverda, W. 2017. «The interplay between the minimum wage and collective bargaining in the Netherlands. An overview and a case study of three sectors». Universiteit van Amsterdam, AIAS Working Paper 173.
- De Boef, Suzanna, et Luke Keele. 2008. «Taking Time Seriously». *American Journal of Political Science*. 52: 184–200.
- Dickson, Vaughan, et Tony Myatt. 2002. «The Determinants of Provincial Minimum Wages in Canada». *Journal of Labor Research* 23: 57–67.
- Dolado, Juan, Francis Kramarz, Stephen Machin, Alan Manning, David Margolis, Coen Teulings, Gilles Saint-Paul, et Michael Keen. 1996. «The Economic Impact of Minimum Wages in Europe ». *Economic Policy* 23: 317–372.
- Döring, Holger, et Hanna Schwander, 2015, «Revisiting the Left Cabinet Share: How to Measure the Partisan Profile of Governments in Welfare State Research». *Journal of European Social Policy* 25: 175–93.
- Esping-Andersen, Gøsta. 1985. *Politics against markets: The social democratic road to Power*. Princeton: Princeton University Press.

- Esping-Andersen, Gøsta. 1990. *The three worlds of welfare capitalism*. Princeton: Princeton University Press.
- Esping-Andersen, Gøsta. 1999. *Social Foundations of Postindustrial Economies*. Oxford: Oxford University Press.
- Green, David A. et Kathryn Harrison. 2006. «Races to the Bottom versus Races to the Middle: Minimum Wage Setting in Canada » dans *Racing to the Bottom? Provincial Interdependence in the Canadian Federation*, dir. Kathryn Harrison. Vancouver: UBC Press.
- Grimshaw, Damian et Gerhard Bosch. 2013. «The Intersections between Minimum Wage and Collective Bargaining Institutions». Dans *Minimum Wages, Pay Equity and Comparative Industrial Relations*, dir. Damien Grimshaw. New-York: Routledge.
- Häusermann, Silja, Georg Picot, et Dominik Geering. 2013. «Review Article: Rethinking Party Politics and the Welfare State—Recent Advances in the Literature». *British Journal of Political Science* 43: 221–240.
- Hibbs, Douglas. 1992. «Partisan Theory after Fifteen Years», *European Journal of Political Economy* 8: 361–373.
- Huber, Evelyne et John Stephens. 2001. *Development and Crisis of the Welfare State: Parties and Policies in Global Markets*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Huo, Jingjing. 2009. *Third Way Reforms: Social Democracy After the Golden Age*. New York: Cambridge University Press.
- Jensen, Carsten. 2012. «Labour market- versus life course-related social policies: understanding cross-programme differences». *Journal of European Public Policy* 19 (2): 275–291.
- Kau, James and Paul Rubin. 1978. «Voting on Minimum Wages: A Time-Series Analysis», *Journal of Political Economy* 86: 337–42.
- Kenworthy, Lane. 2003. «Quantitative Indicators of Corporatism». *International Journal of Sociology* 33: 10–44.
- Korpi, Walter. 1983. *The Democratic class struggle*. Boston: Routledge Kegan and Paul.
- Korpi, Walter, et Joakim Palme. 2003. «New Politics and Class Politics in the Context of Austerity and Globalization: Welfare State Regress in 18 Countries, 1975–95», *American Political Science Review* 97: 425–446.
- Krehbiel, Keith et Douglas Rivers. 1988. «The Analysis of Committee Power: An Application to Senate Voting on the Minimum Wage», *American Journal of Political Science* 32: 1151–1174.
- Leonard, Megan de Linde, T. D. Stanley et Hristos Doucouliagos. 2014. «Does the UK Minimum Wage Reduce Employment? A Meta-Regression Analysis», *British Journal of Industrial Relations* 52 (3): 499–520.
- Luckerson, Victor. 2015. «Here's Every City in America Getting a \$15 Minimum Wage». TIME. <<http://time.com/3969977/minimum-wage>> (consulté le 15 juin 2017).
- Mabbett, Deborah. 2016. «The minimum wage in Germany: what brought the state in? ». *Journal of European Public Policy* 23: 1240–1258
- Meyer, Brett. 2016. «Learning to Love the Government: Trade Unions and Late Adoption of the Minimum Wage». *World Politics* 68: 538–575.
- Min-ho, Jung. 2017. «Minimum wage talks to begin next week». Korea Times. <http://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2017/06/371230836_.html> (consulté le 15 juin 2017).
- Molina, Oscar et Martin Rhodes. 2002. «Corporatism: the past, present and future of a concept». *Annual Review of Political Science* 5: 305–331.
- Neumark, David, J. M. Ian Salas, et William Wascher. 2013. «Revisiting the minimum wage-employment debate: Throwing out the baby with the bathwater?», Discussion Paper Series, Forschungsinstitut zur Zukunft der Arbeit, No. 7166, Institute for the Study of Labor (IZA), Bonn.
- OCDE. 1998. *Employment Outlook* 32.
- OCDE. 2016a. *OECD Economic Outlook* 99.
- OCDE. 2016b. «Main Economic Indicators database». <<http://www.oecd.org/std/oecdmaineconomicindicatorsmei.htm>> (consulté le 6 mars 2017).
- OCDE. 2017. Minimum wages relative to average wage of full-time workers. <<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MIN2AVE>> (consulté le 3 mars 2017).
- Pierson, Paul. 2001. *The new politics of the welfare state*. Oxford: Oxford University Press.
- Pontusson, Jonas, David Rueda, et Christopher R. Way. 2002. «Comparative Political Economy of Wage Distribution: The Role of Partisanship and Labour Market Institutions ». *British Journal of Political Science* 32 (2): 281308.

Pustejovsky, James E. et Elizabeth Tipton. 2016. « Small sample methods for cluster-robust variance estimation and hypothesis testing in fixed effects models ». *Journal of Business and Economic Statistics*.

Rodionova, Zalta. 2017. «Labour and Tory pledge to increase National Minimum Wage could put low income jobs in danger, IFS warns». The Independent. <<http://www.independent.co.uk/news/business/news/labour-tory-national-minimum-wage-increase-general-election-2017-conservatives-low-income-jobs-a7729626.html>> (consulté le 15 juin 2017).

Rueda, David. 2008. «Left Government, Policy, and Corporatism: Explaining the Influence of Partisanship on Inequality». *World Politics* 60: 349–389.

Rueda, David, et Jonas Pontusson. 2000. « Wage Inequality and Varieties of Capitalism ». *World Politics* 52 (3): 35083.

Schmidt, Manfred G. 1996. «When parties matter: A review of the possibilities and limits of partisan influence on public policy». *European Journal of Political Research* 30: 155–183.

Schmidt, Manfred G. 2010. «Parties», dans *The Oxford Handbook of the Welfare State*, dir. F.G. Castles, S. Leibfried, J. Lewis, H. Obinger et C. Pierson. Oxford: Oxford University Press, pp. 211–26.

Schmitt, Carina. 2016. «Panel Data Analysis and Partisan Variables. How Periodization Does Influence Partisan Effects», *Journal of European Public Policy* 23(10): 1442–59.

Seki, Katsunori et Laron K. Williams, 2014, «Seki-Williams Annual Government Partisanship». Harvard dataverse. <<https://dataverse.harvard.edu/dataset.xhtml?persistentId=doi:10.7910/DVN/0UNUAM>> (consulté le 5 mars 2017).

Stephens, John. 1979. *The transition from Capitalism to Socialism*. Londres: Macmillan.

Stewart, Nadia, 2017, «How a \$15 minimum wage could impact B.C.’s economy». Global news. <<http://globalnews.ca/news/3494298/how-a-15-minimum-wage-could-impact-b-c-s-economy>> (consulté le 15 juin 2017).

Swank, Duane. 2002. *Global Capital, Political Institutions, and Policy Change in Developed Welfare States*. New York: Cambridge University Press.

Swank, Duane. 2013. «Party Government, Institutions, and Social Protection in the Age of Austerity», dans *Staatstätigkeiten, Parteien und Demokratie. Festschrift für Manfred G. Schmidt*, dir. K. Armingeon, Wiesbaden: Springer VS, pp. 307–30.

Visser, Jelle. 2016. «ICTWSS Data base. version 5.1.» Amsterdam Institute for Advanced Labour Studies (AIAS), <<http://www.uva-aias.net/en/ictwss>> (consulté le 5 mars 2017).

Waltman, Jerold, et Sarah Pittman. 2002. «The Determinants of State Minimum Wage Rates: A Public Policy Approach», *Journal of Labor Research* 23: 51–56.

Wilson, Shaun. 2017. «The Politics of ‘Minimum Wage’ Welfare States: The Changing Significance of the Minimum Wage in the Liberal Welfare Regime». *Social Policy & Administration* 51: 244–264.

ANNEXE 1

Tableau 2 : Pays par degré de corporatisme et mode de fixation du salaire minimum (Visser, 2016)¹⁵

Mode de fixation du salaire minimum	Corporatisme faible ¹	Corporatisme fort
Décidé suite à des négociations avec partenaires sociaux	Hongrie	Belgique, Espagne, Grèce
Décidé par un comité d’experts	Australie, Irlande, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni	Japon
Décidé par le gouvernement à l’aide de règles fixes	Luxembourg	Pays-Bas
Décidé seulement par le gouvernement	États-Unis, France, Pologne, Portugal, République Tchèque, Slovaquie	–

1 Voir variable corporatisme p.11

ANNEXE 2

Tableau 3 : Moyenne, minimum et maximum de l'indicateur de l'idéologie des gouvernements

	Gouvernements à majorité de partis de droite	Gouvernements à majorité de partis de gauche ou balancés	Valeurs minimales	Valeurs maximales
Australie	33	-14	-34	48
Belgique	3	-9	-17	17
R. Tchèque	18	-4	-17	27
France	6	-21	-33	27
Grèce	12	-21	-29	32
Hongrie	3	1	-9	11
Irlande	-5*	-	-12	6
Japon	-6.5*	-	-46	18
Luxembourg	-8	-20	-34	3
Pays-Bas	2	-10	-32	15
Nouvelle-Z.	1	-21	-29	37
Pologne	6	-6	-9	21
Portugal	11	-8	-18	31
Slovaquie	7	-10	-11	22
Espagne	3	-17	-23	11
R-U	16	2	-3	15
É-U	21	-4	-20	33
Total	6**	-13	-46	48

* Il n'y a pas eu de gouvernements composés de partis de gauche ou balancés en Irlande ou au Japon.

** L'indicateur d'idéologie ne prend pas en compte l'indicateur pour le Japon et l'Irlande.

Nous avons compilé différentes valeurs de l'indicateur d'idéologie afin d'illustrer la variation de l'idéologie dans chaque pays. La distinction entre les gouvernements de droite et gauche est basée sur l'index de Schmidt du CPDS (Comparative Political Data Set)

(Armingeon et coll., 2017). Les gouvernements avec une hégémonie ou une dominance des partis de droite ou de centre sont considérés comme des gouvernements composés à majorité de partis de droite. Tandis que les gouvernements où il y a une balance du pouvoir entre la gauche et la droite ou avec une hégémonie ou une dominance des partis de gauche sont considérés comme des gouvernements composés à majorité de partis de gauche ou balancés. Le regroupement des gouvernements avec une domination des partis de gauche et un équilibre gauche/droite s'explique par le fait que dans la plupart des pays, il existe soit une alternance gauche/droite comme au Royaume-Uni, soit une alternance entre des coalitions de partis de droite et de centre et des coalitions où au moins un parti de gauche est un acteur important comme en Belgique.

ANNEXE 3

Tableau 4 : Tests de robustesse : L'influence des partis politiques sur le salaire minimum

	(1) Années	(2) Valeurs réelles	(3) Pays	(4) Corporatisme
Valeur du salaire minimum	-0.13 (0.04)***		-0.44 (0.15)***	-0.44 (0.11)***
Idéologie des gouvernements	-0.03 (0.01)***	-0.00 (0.00)***	-0.10 (0.04)***	
Taux de chômage	0.02 (0.03)	-0.01 (0.00)**	0.22 (0.16)	0.01 (0.17)
Taux de syndicalisation	-0.01 (0.01)	-0.00 (0.00)	-0.01 (0.05)	-0.02 (0.06)
Valeur du salaire minimum		-0.06 (0.02)**		
Corporatisme faible x idéologie				-0.11 (0.04)***
Corporatisme fort x idéologie				-0.02 (0.03)
Corporatisme fort				1.18 (1.46)
Observations	553	550	124	171
R ²	0.119	0.122	0.230	0.296

Erreurs types entre parenthèses. *p < 0.10, **p < 0.05, ***p < 0.01.

(1) Les données sont compilées pour chaque année plutôt que par mandat gouvernemental.

(2) La valeur réelle du salaire minimum ajustée en fonction des taux de change est utilisée comme variable dépendante plutôt que le ratio par rapport au salaire médian. Les données sont calculées par année puisque la valeur réelle du salaire minimum augmente avec le temps.

(2) Seulement les pays qui ont des données depuis les années 1960–1970 sont sélectionnés.

(3) Le degré de corporatisme fort est défini par les valeurs 3, 4 et 5 de l'indice de coordination dans la fixation des salaires plutôt que par les degrés 4 et 5.

Cite this article: Durocher D (2019). La politique du salaire minimum : le rôle des partis politiques dans les pays de l'OCDE (1960–2014). *Canadian Journal of Political Science* 52, 229–245. <https://doi.org/10.1017/S0008423918000926>